PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 06 AVRIL 2024

L'ouverture du conseil municipal se fait à 8h40 après que Le Maire, qui préside la séance, ait constaté que le quorum est atteint : 16 membres présents.

Il est désigné Madame SOUFFOU ZAIN-YA comme secrétaire de séance.

Le directeur général des services et le directeur des ressources et moyens généraux sont également présents lors de ce conseil municipal.

1. Désignation des représentants de la commune de M'tsangamouji pour le grand défi écologique

Par la délibération n°2024/06/MJI du 26 janvier 2024, le conseil municipal a adopté le plan pluriannuel d'investissement de la commune.

A la suite de la validation du schéma directeur des écoles et d'ajustement de certains crédits pour le budget 2024, il est nécessaire de le modifier.

Le nouveau plan pluriannuel d'investissement est donc ramené jusqu'en 2035 au lieu de 2027 pour un total de plus de 48 697 290 €. La répartition des crédits et des opérations se fait désormais comme présenté dans le document en annexe du présent rapport.

Il est donc demandé au conseil municipal de valider le programme pluriannuel d'investissement 2024-2035, de procéder à la répartition des crédits conformément au tableau joint en annexe, et d'autoriser Le Maire à solliciter tout partenaire susceptible d'accompagner financièrement la collectivité dans le cadre de la finalisation de ces projets, le cas échéant.

Il est bien précisé pour le 7^{ème} Adjoint, qu'il s'agit d'une délibération pour régulariser et rendre possible le remboursement des frais déjà engagé vu que l'événement s'est tenu avant le conseil municipal.

Il est proposé par Le Maire d'être représenté par le 1^{ère} Adjoint qui est en charge du développement durable mais aussi adhérent au réseau des élus engagé pour la transition écologique.

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID			X

Maanrifa			
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya			X
AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhafi MADI			X
ADAM Toilihati			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOUR MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

2. Modification et remplacement du plan pluriannuel d'investissement 2024-2027 de la commune de M'tsangamouji par le plan d'investissement 2024-2035

Par la délibération n°2024/06/MJI du 26 janvier 2024, le conseil municipal a adopté le plan pluriannuel d'investissement de la commune.

A la suite de la validation du schéma directeur des écoles et d'ajustement de certains crédits pour le budget 2024, il est nécessaire de le modifier.

Le nouveau plan pluriannuel d'investissement est donc ramené jusqu'en 2035 au lieu de 2027 pour un total de plus de 48 697 290 €. La répartition des crédits et des opérations se fait désormais comme présenté dans le document en annexe du présent rapport.

Il est donc demandé au conseil municipal de valider le programme pluriannuel d'investissement 2024-2035, de procéder à la répartition des

crédits conformément au tableau joint en annexe, et d'autoriser Le Maire à solliciter tout partenaire susceptible d'accompagner financièrement la collectivité dans le cadre de la finalisation de ces projets, le cas échéant

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID Maanrifa			X
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhafi MADI			X
ADAM Toilihafi			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOUR MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

3. Vote des taux d'imposition 2024

Depuis 2018, la loi des finances prévoit la réforme fiscale par une suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Suite à cette réforme, le panier des recettes fiscales des communes est composé :

- de la taxe foncière sur les propriétés bâties (parts communale et départementale) ;
- de la taxe d'habitation réduite aux seules résidences secondaires ;
- et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Il est précisé que depuis 2023 et après 3 ans de gel, le taux de la taxe d'habitation, qui s'applique désormais aux seules résidences secondaires, peut de nouveau varier.

Il convient donc de voter les taux pour les trois taxes précitées.

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants et 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et vote des taux d'imposition ;

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire 2024 de l'assemblée, tenu le 16 mars 2024 ;

En application de l'article 16 de la loi 2019-1479 de finances pour 2020, les parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sont fusionnées et affectées aux communes depuis 2021 en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales. La sur ou sous-compensation est neutralisée chaque année par l'application d'un coefficient correcteur au produit de TFPB qui aurait résulté du maintien des taux à leur niveau de 2020 et à l'allocation compensatrice de TFPB relative à la diminution de moitié des valeurs locatives des locaux industriels (A du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2021)

Les bases fiscales prévisionnelles pour 2024, notifiées par la Direction Régionale des Finances Publiques, sont établies comme suit :

Taxe foncière sur la propriété bâtie	2 367 000
Taxe foncière sur la propriété non bâtie	335 700
Taxe d'habitation sur les RS	748 900

Au regard de ces éléments, il est proposé de maintenir les taux d'imposition au même niveau que ceux de 2023 pour les trois taxes, afin d'éviter une pression fiscale envers les contribuables :

Taxe foncière sur la propriété bâtie ..... 25.00% [21.50% (commune) + 3.50% (département)]

Taxe foncière sur la propriété non bâtie 9.03%

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires 30.78%

Compte tenu de ces éléments, le produit fiscal attendu pour 2024 s'élève à **852 575 euros**.

	Bases prévisionnelles 2024	Taux votés 2024	Produit fiscal 2024 attendu
Taxe foncière sur la propriété bâtie	2 367 000	25.00%	591 750
Taxe foncière sur la propriété non bâtie	335 700	9.03%	30 314
Taxe d'habitation sur les RS	748 900	30.78%	230 511
TOTAL			852 575

Il appartient donc au conseil municipal de fixer, pour 2024, les taux d'imposition à :

25.00% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties,

9.03% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties,

30.78% pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID Maanrifa			X
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya			X

AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhafi MADI			X
ADAM Toilihati			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOUR MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

4. Approbation du compte administratif de gestion 2023

Le compte de gestion est le document comptable, établi par le Trésorier, relatif à l'exécution du budget de l'année n-1.

C'est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice, accompagnés des pièces justificatives correspondantes. Il retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation similaire à celle du compte administratif. Il est également soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance avec le compte administratif.

Le compte de gestion du Trésorier a donné les résultats suivants pour l'année 2023.

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée en investissement en 2023	Résultat de l'exercice 2023	Résultat de clôture 2023
Investissement	316 425.44		-1 591 434.82	-1 275 009.38
Fonctionnement	903 874.33		603 638.50	1 507 512.83
Total	1 220 299.77		-987 796.32	232 503.45

Par conséquent, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir délibérer pour approuver le compte de gestion 2023 établi par le Trésorier.

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID Maanrifa			X
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhafi MADI			X
ADAM Toilihati			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOUR MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

5. Portant approbation du compte administratif 2023

Le compte administratif est le document comptable, établi par le Maire, relatif à l'exécution du budget de l'année n-1.

Il rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice et est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante, qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Comme constatée sur les tableaux ci-dessous, la section de fonctionnement dégage un excédent de 1 507 512.83 € à la clôture de l'exercice 2023. Cet excédent doit être affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire.

Suivant le compte administratif et, dans tous les cas, avant la clôture de l'exercice 2024. La délibération d'affectation prise par l'assemblée délibérante est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise de ce résultat.

Concernant la section d'investissement, il ressort un besoin de financement de 14 448.19 € à la clôture de l'exercice 2023. En effet, le résultat de clôture 2023, déficitaire de 1 275 009.38 €, n'est pas couvert par l'excédent des restes à réaliser de 1 260 561,19 €.

L'excédent de fonctionnement de 1 507 512.83 € doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement d'un montant de 14 448.19 €. Le reliquat de 1 493 064.64 € de l'excédent de fonctionnement après affectation, peut être reporté en recettes de fonctionnement du budget 2024.

L'article L.2121-14 du code général des collectivités territoriales, précise que le maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le conseil municipal examine et débat le compte administratif qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote (position du Conseil d'Etat dans son arrêt du 18 novembre 1931 – Leclerc et Lepage).

Lepage).

FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Réalisations 2023	7 468 021.37	8 071 659.87	603 638.50
Report Résultat 2022		903 874.33	903 874.33
Total Fonctionnement	7 468 021.37	8 975 534.20	1 507 512.83

INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Réalisations 2023	8 436 657.77	6 845 222.95	-1 591 434.82
Report Résultat 2022		316 425.44	316 425.44
Total Investissement	8 436 657.77	7 161 648.39	-1 275 009.38

Néanmoins, les restes à réaliser en investissement dégagent un solde excédentaire de **1 260 561.19 €** (les recettes restant à recouvrer pour un montant de 13 223 574.77 € couvrent bien les dépenses restant à réaliser qui s'élèvent à 11 963 013.58 €)

Par conséquent, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir délibérer pour approuver le compte administratif 2023 établi par le Maire.

Conformément à la réglementation Le Maire ne participe pas au vote pour l'approbation du compte administratif. Ce vote est donc présidé par Madame ALI BACARI Charafina qui constate le quorum de 15 membres pour procédé au vote.

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
SOILIH ANSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X

ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhati MADI			X
ADAM Toilihati			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOURM MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

6. Affectation du résultat 2023

L'exercice 2023 a dégagé un résultat de clôture excédentaire de **1 507 512.83 €** en fonctionnement.

Cependant, le solde d'exécution dégagé en investissement est déficitaire de **1 275 009.38 €**, auquel il faut ajouter l'excédent des restes à réaliser de **1 260 561,19 €**. Par conséquent, l'exercice 2023 fait ressortir un besoin de financement de **14 448.19 €** (le besoin de financement étant égal au solde d'exécution de la section d'investissement plus le solde des restes à réaliser).

En cas de besoin de financement, les instructions budgétaires et comptables disposent que l'excédent de fonctionnement de **1 507 512.83 €**, constaté à la clôture de l'exercice 2023, doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement d'un montant de 14 448,19 €. Le reliquat de 1 493 064.64 € de l'excédent de fonctionnement après affectation, peut être reporté en recettes de fonctionnement du budget 2024.

Le conseil municipal est donc prié de bien vouloir délibérer pour :

1) Affecter l'excédent de fonctionnement en priorité à la couverture du besoin de financement pour un montant de 14 448.19 € sur 2024,

2) Reporter le reliquat de l'excédent de fonctionnement après affectation, en recettes de fonctionnement du budget 2024 pour un montant de 1 493 064.64 €.

N.B : Vous trouverez joint le tableau d'affectation du résultat de l'exercice 2023.

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID Maanrifa			X
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhati MADI			X
ADAM Toilihati			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOURM MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

7. Vote de budget primitif 2024

Il est précisé que les données du budget primitif ont été actualisées par rapport à la version envoyée avec les convocations à la suite de la notification des dotations de l'Etat. Cette modification est globalement

positive avec des recettes de fonctionnement en augmentation. Il se présente comme suit :

Le budget primitif est le document budgétaire qui retrace les prévisions et les autorisations de dépenses et de recettes au titre de l'exercice. Celui-ci applique les orientations énoncées et discutées dans le débat d'orientation budgétaire 2024 tenu le 16 mars 2024.

Le budget primitif 2024 s'inscrit encore dans un contexte économique et financier tendu, marqué par un ralentissement de la croissance, provoqué par l'inflation.

Le budget primitif 2024 de la commune, proposé en suréquilibre, s'établit en dépenses à **25 273 534,41 €** et en recettes à **26 612 937,01 €**.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses et les recettes de fonctionnement ont été budgétées sur la base des montants réels de 2023 en tenant compte des nouvelles spécificités apportées par la loi des finances pour 2024.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de la section de fonctionnement connaissent une très forte hausse, passant de 7 477 292,39 euros en 2023 à 9 023 888,66 euros en 2024, soit une augmentation de 1 546 596,27 euros. Cette hausse des dépenses de fonctionnement est le résultat de l'augmentation des plus grands postes, notamment les charges du personnel (chap. 012), les charges à caractère général (chap. 011) et les autres charges de gestion courantes (chap. 65) ; d'autres postes de dépenses de fonctionnement augmentent également mais très faiblement.

Chapitre 012 : Charges du personnel

Les charges du personnel augmentent fortement en 2024. Elles passent de 5 028 769,76 € en 2023 à 5 420 000,00 € en 2024, soit une hausse de 391 230,24 € (+8%). Depuis 2023, la commune mène une politique de maîtrise de la

masse salariale en menant plusieurs actions, telles que le transfert définitif des agents des affaires sociales au CCAS, la mise en retraite de tous les agents remplissant les conditions prévues par le Décret n° 2012-1256 du 13 novembre 2012, notamment les agents publics de Mayotte intégrés dans la fonction publique de droit commun (les anciens agents relevant de la CRFM), n'ayant pas fait connaître leur choix 6 mois avant la date à laquelle ils atteignent l'âge d'ouverture du droit à pension (55 ans), soit avant qu'ils atteignent 54 ans et 6 mois, et enfin la formation des agents permettant d'éviter de faire appel au recrutement externe pour pourvoir les postes nouvellement créés pour le fonctionnement des réfectoires.

Cependant, ces actions s'avèrent insuffisantes pour cette année 2024 : l'effet Glissement-Vieillesse-Technicité et l'anticipation des mesures gouvernementales sur les traitements, telles que la revalorisation du point d'indice de la fonction publique, les mesures spécifiques de rattrapage sur les bas salaires, ou encore le versement possible d'une prime « pouvoir d'achat », mais également municipales sur les recrutements futurs, entraînent forcément une augmentation plus ou moins importante de la masse salariale. Les charges du personnel représentent 63% des dépenses de fonctionnement en 2024.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Elles passent de 792 320,79 € en 2023 à 1 041 340,35 € en 2024, soit une hausse de 249 019,56 € (+31%). Cette hausse est principalement liée à la forte augmentation de la participation communale au budget du CCAS, pour prendre en charge la participation de ce dernier dans le cadre de ses projets conventionnés. Les autres charges de gestion courante représentent 12% des dépenses de fonctionnement en 2024.

Chapitre 011 : Charges à caractère général

Elles s'établissent à 1 563 608,47 € en 2024, avec une hausse de 464 688,00 € (+42%). Fortement frappées par l'inflation entraînée par la guerre en Ukraine, les charges à caractère général connaissent une forte augmentation en 2024. La hausse du prix des matières premières et des dépenses énergétiques pèsent fortement sur les dépenses courantes. S'ajoute également le coût de fonctionnement des équipements nouvellement mis en place, notamment les réfectoires et le Plateau sportif de Chembenyumba. Les charges à caractère général représentent 18% des dépenses de fonctionnement en 2024.

Chapitre 014 : Atténuation des produits

Elle correspond à l'attribution de compensation payée par les communes au profit de la 3CO sur le transfert des charges conformément au régime de la FPU adopté par l'intercommunalité lors de sa création. Elle s'élève à

375 352.00 € depuis 2020, suite à une baisse de 104 159.00 euros, décidée par le conseil communautaire en 2020.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement sont plus importantes qu'attendu (lors du débat d'orientation budgétaire 2024). Elles sont en hausse, passant de 8 939 735,85 € en 2023 à 10 363 291,26 € en 2024, soit une augmentation de 1 423 555,41 € (+16%). Cette hausse importante est liée principalement à celle des concours de l'Etat (chap. 74), suite à une forte hausse des compensations fiscales et à celle des ressources fiscales (chap. 73), suite à la hausse de l'octroi de mer et à celle des bases fiscales.

Chapitre 73 : Impôts et taxes

Les ressources fiscales attendues pour 2024 s'élèvent à 4 697 785,11 € contre 4 331 263,33 € en 2023, soit une hausse de 366 521,78 € (+8%). En effet, cette augmentation s'explique par une hausse des bases fiscales et la dynamique de l'octroi de mer qui est toujours maintenue. Elles représentent 45% des recettes de fonctionnement en 2024.

Chapitre 74 : Dotations et participations de l'Etat

Elles connaissent une forte hausse en 2024, liée à une augmentation des compensations fiscales sur les taxes foncières et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Les dotations et participations de l'Etat s'élèvent à 3 717 652,01 € en 2024 contre 3 381 293,65 € en 2023, soit une hausse de 336 358,36 € (+10%). Elles représentent 36% des recettes de fonctionnement en 2024.

La section de fonctionnement du BUDGET PRIMITIF 2024 est votée en suréquilibre avec un excédent de 1 339 402,60 euros

Recettes : 10 363 291,26 euros

Dépenses : 9 023 888,66 euros

SECTION D'INVESTISSEMENT

Le tableau suivant indique les principales opérations d'investissement inscrites au budget 2024 :

Chap.	Articles	Libellés	RAR 2023	Nouvelles propositions / CP 2024	BP 2024
INVESTISSEMENT DEPENSES					
21	2151-91	Schéma départemental des Eaux Pluviales	869 504,23		869 504,23
	2151-97	Aménagement RD La vigie-Ammanga	341 402,66	598 486,00	939 888,66
	2312-98	Aménagement des cimetières communaux	1 489 028,27		1 489 028,27
	2313-59	Réhabilitation Ecole Mtsangamouji 3	55 266,55		55 266,55
	2313-67	Réhabilitation Ecole Mtsangamouji 1	184 639,45		184 639,45
	2313-68	Réhabilitation Ecole Mtsangamouji 2	213 856,22		213 856,22
	2313-75	Réhabilitation E. P. Chembényoumba	2 561 361,38	200 000,00	2 761 361,38
	2313-85	Rénovation Ecole maternelle Centre	357 729,21		357 729,21
	2313-86	Etudes Rénovation Ecoles Mliha et Mtsang. 4	20 538,36		20 538,36
	2313-89	Réhabilitation Plateau sportif Chembé	1 050 983,55		1 050 983,55
23	2313-90	Construction Maison de pêche de Mliha	57 000,00		57 000,00
	2313-93	Rénovation Ecole de Mliha	597 614,50	65 616,00	663 230,50
	2313-95	Rénovation Ecole Mtsangamouji 4	834 327,98		834 327,98
	2313-110	Rénovation et sécurisation de la Mairie	19 799,68		19 799,68
	2313-111	Construction Centre technique municipal	784 038,12		784 038,12
	2313-112	Aménagement de la lagune d'Ambato	501 578,52		501 578,52
	2151-114	Sécurisation 4 exutoires d'évacuation EP	341 893,47		341 893,47
	2313-115	Rénovation thermique Ecole de Mtsangamouji 3	481 728,03		481 728,03
	116	Aménagement Terrain de foot de MJI	48 865,36	1 498 250,00	1 547 115,36
	117	Schéma directeur des écoles et de la RS	16 764,90		16 764,90
118	Extension de la mairie	494 821,63		511 000,00	
119	Sécurisation des établissements scolaires	295 251,00		623 062,00	

Au total, les dépenses d'investissement prévues au budget 2024 s'élèvent à **16 249 645,75 €**.

Ces investissements sont financés à 90% par des subventions à hauteur de **14 080 009,77 €** et à 10% par d'autres fonds, notamment le FCTVA, le FRDE et la taxe d'aménagement à hauteur de **1 611 677,00 €**.

Il est à noter la mise en place en 2024 d'un PPI au sein de la collectivité pour la gestion des investissements pluriannuels en AP/CP.

La section d'investissement du BUDGET PRIMITIF 2024 est votée en équilibre parfaite

Recettes : 16 249 645,75 euros

Dépenses : 16 249 645,75 euros

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID Maanrifa			X
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya			X
AHMED SAID			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhafi MADI			X
ADAM Toilihafi			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOUR MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

7. Adoption du rapport d'activité 2023

Dans un objectif d'une meilleure transparence et une meilleure productivité la commune de M'tsangamouji met en place la production chaque année de son rapport d'activité. Le rapport d'activité 2023 est donc construit dans la continuité des années précédentes.

Ce document public a pour objectif d'illustrer les réalisations faites par les agents de la collectivité et les perspectives de réalisation pour l'année suivante. Il est travaillé entre les directions de la commune de M'tsangamouji afin de pouvoir répartir les réalisations de chacune d'elles.

Le rapport d'activités 2023 est présent en annexe de la présente délibération.

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents :

Membres votants	Abstention	Contre	Pour
IBRAHIMA SAID Maanrifa			X
SOILIH ANSSUMATI			X
AHAMADA COMBO SAID Valdo			X
ALI BACARI CHARAFINA			X
CHAKA ALIDINA Assani			X
HEDJA Kouraïcha			X
SOUFFOU Zain-Ya AHMED Said			X
MADI MARI Daroueche			X
ABDALLAH Mamali			X
MBAE Ladhafi MADI			X
ADAM Toilihati			X
BOURA MCOLO Vita			X
NOUDJOUR MADI Assani			X
MDALLAH Anlamati			X
ANLI Ayouba			X

8. Divers :

Un sujet sur les modalités de sélection des personnes âgées pour les petits déjeuners est mis en avant. Le Maire demande, étant donné que ce sujet concerne le CCAS, qu'il soit évoqué lors du conseil d'administration de celui-ci

Le Maire interroge le DGS, pour que l'ensemble des élus soit informé, sur l'avancée du projet de passage l'ensemble de la commune en éclairage solaire autonome. Il est confirmé que le dossier est déposé pour un financement via le fond vert. Le dossier n'a pas fait l'objet de remarque de la part des services instructeurs mais reste en attente. Il est vrai que ce projet sera sans doute éligible au fond européen mais ceci non pas encore fait l'objet d'appel à projet.

Le conseil s'est clôturé à 9h15.